



L'essentiel



du mercredi 7 décembre 2016 - de la part de Stéphane Le Foll

NOUVEAU GOUVERNEMENT – OBJECTIFS

« L'objectif » de ce gouvernement « est d'avoir 5 mois utiles pour la France et les Français » pour « protéger, progresser et préparer l'avenir » : tels ont été les mots du Premier ministre à l'occasion du 1^{er} Conseil des ministres du nouveau gouvernement. Le président de la République a également indiqué que ce « gouvernement devra être rassemblé avec le sens de l'Etat, au service de l'intérêt général » (S. Le Foll, 07/12/16). « Chaque ministre » doit être « concentré à la tâche » jusqu'au bout, car « chaque jour qui passe est important pour agir » (PM, 07/12/16). Enfin, chaque ministre a un devoir de « loyauté ». Le gouvernement ne « peut pas être un lieu de débat », notamment au regard de la primaire qui s'engage à gauche (S. Le Foll, 07/12/16).

ETAT D'URGENCE – ENGAGEMENT RESPONSABILITE

Un « Conseil des ministres se réunira samedi. Il aura à traiter de la question de l'état d'urgence ». En effet, les règles régissant l'état d'urgence, qui remontent pour l'essentiel à 1955, prévoient que la loi portant prorogation de l'état d'urgence est caduque à l'issue d'un délai de quinze jours francs suivant la date de démission du gouvernement, ou de dissolution de l'Assemblée nationale. Il s'agit donc d'éviter une suspension de l'état d'urgence. Ce conseil des ministres aura également « à traiter de [l]a déclaration de politique générale [du nouveau Premier ministre mardi prochain] et du vote qui s'ensuivra et qui permettra » au gouvernement de disposer « d'une large majorité pour poursuivre l'action dont le pays a besoin » (PM, 07/12/16).

SYRIE - ALEP

Une catastrophe humanitaire se produit juste sous nos yeux. Près de 200 000 civils sont la cible quotidienne de bombardements n'épargnant ni écoles ni hôpitaux et les privant de vivres et de médicaments. Dans une déclaration conjointe des chefs d'Etat et de gouvernement de 6 pays : la France, le Canada, les Etats-Unis, l'Italie et le Royaume-Uni condamnent fermement les actions du régime syrien et de ses partisans étrangers, en particulier la Russie. « L'urgence est au cessez-le-feu immédiat pour permettre d'acheminer l'aide humanitaire indispensable. Puisque l'opposition a approuvé le plan porté par l'ONU, le régime doit en faire de même pour soulager la situation sur place. Nous appelons ainsi toutes les parties en Syrie à respecter le droit international. En tout état de cause, il ne doit pas y avoir d'impunité pour les responsables de crimes de guerre commis en Syrie et des mesures restrictives supplémentaires pourraient être envisagées. Il convient d'être très clair : la Russie bloque le Conseil de sécurité de l'ONU et l'empêche d'accomplir sa mission et de mettre fin aux atrocités. Cette obstruction systématique ne fait que conforter le régime syrien dans sa logique destructrice contre des populations civiles sans défense. Seul un règlement politique peut apporter la paix en Syrie ».

Une catastrophe humanitaire se produit juste sous nos yeux. Dans Alep-Est, quelque 200 000 civils, dont de nombreux enfants, sont privés de vivres et de médicaments.

- Alep est quotidiennement soumise à des bombardements et à des attaques d'artillerie par le régime syrien, soutenu par la Russie et l'Iran.
- Les hôpitaux et les écoles n'ont pas été épargnés. Au contraire, ils sont utilisés comme cibles pour saper le moral des populations. Les images des enfants mourants sont déchirantes (déclaration des 6 pays, 07/12/16).

La France, l'Allemagne, le Canada, les Etats Unis, l'Italie et le Royaume-Uni condamnent conjointement les actions du régime syrien et de ses partisans étrangers, en particulier la Russie :

- Pour leur obstruction à l'aide humanitaire ;

- Pour les attaques du régime syrien qui ont dévasté des installations civiles et médicales ;
- Pour l'utilisation de barils explosifs et d'armes chimiques. (déclaration des 6 pays, 07/12/16).

L'urgence absolue est un cessez-le-feu immédiat pour permettre aux Nations Unies de livrer de l'aide humanitaire aux populations de l'Est d'Alep et de porter secours à ceux qui ont fui.

- L'opposition a approuvé le plan de quatre points de l'ONU pour Alep.
- Le régime doit aussi accepter ce plan. Nous l'appelons à le faire d'urgence pour soulager la situation désastreuse à Alep ; nous appelons la Russie et l'Iran à user de leur influence dans ce sens. (déclaration des 6 pays, 07/12/16).

Nous appelons toutes les parties en Syrie à respecter le droit international humanitaire, y compris les Conventions de Genève.

Il ne doit pas y avoir d'impunité pour les responsables de crimes de guerre commis en Syrie.

- Nous demandons aux Nations Unies d'enquêter sur les rapports effectués et de recueillir des éléments de preuve pour que les auteurs de ces crimes rendent des comptes.
- Nous sommes prêts à envisager des mesures restrictives supplémentaires à l'encontre des individus et des entités qui agissent pour le compte du régime syrien ou en son nom. (déclaration des 6 pays, 07/12/16).

Enfin, il convient d'être clair : la Russie bloque le Conseil de sécurité de l'ONU et l'empêche d'accomplir sa mission et de mettre fin aux atrocités (déclaration des 6 pays, 07/12/16).

- Cette obstruction systématique conforte le régime de Bachar Al-Assad dans sa logique destructrice qui atteint les populations civiles sans défense (CP Conseil de défense et de sécurité nationale, 07/12/16).
- Le refus du régime de s'engager dans un processus politique met également en évidence la réticence de ses alliés à œuvrer pour une solution politique malgré leurs assurances contraires.
- Nous appuyons les efforts déployés par l'Envoyé spécial des Nations Unies M. de Mistura pour reprendre le processus politique par des négociations.

Seul un règlement politique peut apporter la paix pour les personnes en Syrie.

**Pour toute question, tout besoin ou suggestion : contact@porte-parole.gouv.fr ; 01 49 55 81 16 / 58 84
L'Essentiel, c'est : du lundi au vendredi, les positions clés du gouvernement sur les sujets d'actualité.**